



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

This Document contains a Security Requirement.

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Environmental Services - RISO	
Solicitation No. - N° de l'invitation EQ447-180276/A	Date 2017-10-02
Client Reference No. - N° de référence du client EQ447-180276	Amendment No. - N° modif. 006
File No. - N° de dossier TOR-7-40033 (018)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-018-7346	
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale 2017-08-24	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-10-16	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Pan, Long	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2076 ()	Buyer Id - Id de l'acheteur tor018
FAX No. - N° de FAX () -	
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

LA MODIFICATION DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS n° 06 VISE À PROLONGER LA PÉRIODE DES SOUMISSIONS ET À RÉPONDRE À DES QUESTIONS DE L'INDUSTRIE.

1. **La date de clôture des soumissions est reportée à 14 h, le 16 octobre 2017.**
2. **NOTE À L'INTENTION DE TOUS LES OFFRANTS** : Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). L'échéance pour l'envoi des demandes de renseignements est 14 h, le 6 octobre 2017. Les demandes de renseignements reçues après cette date ne seront pas traitées.

Modification n° 06

<u>Référence</u>		
En-tête de la demande d'offres à commandes (DOC)		
<u>Modification n° 06</u>		
L'en-tête de la DOC, à partir de la page 56, est maintenant le suivant :		
Solicitation No. - N° de l'invitation EQ447-180276/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur TOR018
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Modification n° 07

<u>Référence</u>
Question et réponse 60
<u>Modification n° 07</u>
La réponse à la question 60 est supprimée et remplacée par :
<p>Veuillez consulter la section 6.1 de la partie 6. L'organisation doit détenir une attestation de vérification d'organisation désignée pour accéder à des contrats de niveau protégé. Selon la section 7.2.2 1) de la partie 7, l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisation valide à l'attribution de la commande subséquente à une offre à commandes. Cependant, il est recommandé aux offrants de fournir une preuve de conformité avec cette exigence dans leur proposition.</p> <p>Conformément à la section 7.2.2 de la partie 7, avant d'envoyer la commande subséquente à une offre à commandes, les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une COTE DE FIABILITÉ en vigueur délivrée ou approuvée par la DSIC de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).</p>

Modification n° 08

Référence

Volet 1 – Critères techniques cotés – Expérience des ressources – Responsabilités de la ressource dans le rôle proposée – Section grise

Modification n° 08

À *Expérience des ressources*, sous *Responsabilités de la ressource dans le rôle proposé*, les trois éléments essentiels suivants sont ajoutés dans la catégorie de ressources *Spécialiste principal de l'évaluation environnementale* :

- Communication avec les organismes de réglementation
- Communication avec les intervenants
- Mise au point des plans de gestion

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question 65

Référence

Volet 3 – Annexe A

Question 65

Les services de technologues CADD/GIS sont habituellement requis pour répondre aux exigences en matière de rapports énoncées à l'annexe A. Les descriptions des catégories de ressources pour le technologue et le technologue principal ne font pas référence aux rôles CADD/GIS. Peut-on inclure les services CADD/GIS dans les descriptions des catégories de ressources? Dans quelle catégorie de ressources les offrants sont-ils censés énumérer ces ressources?

Réponse 65

Ces ressources doivent être énumérées dans les catégories de ressources *Technologue principal* et *Technologue* – Voir annexe A, appendice 3.

Question 66

Référence

Volet 3 – Critères techniques cotés – C4 – Gestion des capacités

Question 66

Comment les offrants doivent-ils démontrer les compétences, les capacités et le savoir-faire des ressources de projet proposées? Suffit-il d'indiquer le nombre de ressources dans les divers postes pour respecter la méthode de notation ou faut-il fournir des renseignements supplémentaires, par

exemple une liste sommaire des personnes indiquées, comprenant le nom, le poste, les années d'expérience et les études effectuées? S'il faut fournir des renseignements supplémentaires, quel est le niveau de détail exigé pour démontrer les compétences, les capacités et le savoir-faire requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables énumérés dans les *Services requis*?

Réponse 66

L'offrant doit fournir le nom des ressources, les années d'expérience pertinente, les titres et les diplômes pour démontrer qu'il possède les compétences, les capacités et le savoir-faire requis pour offrir la pleine gamme de services et de produits livrables énumérés dans les *Services requis* (voir réponse à la question 56 b.).

Question 67

Référence

Volet 3 - Critères techniques cotés – Gestion des capacités et Expérience des ressources

Question 67

Dans Expérience des ressources il est indiqué que « L'offrant doit inclure les curriculum vitae de toutes les ressources... » Pouvez-vous préciser si les curriculum vitae (CV) ne sont exigés que pour les postes clés cités à l'exigence obligatoire O4 (donc un total de huit CV) ou s'il faut fournir des CV pour toutes les ressources énumérées à l'exigence obligatoire O4 - Gestion des capacités?

Réponse 67

Dans tous les volets, des CV sont exigés seulement pour les ressources proposées aux postes clés sous *Critères techniques obligatoires*. Des CV ne sont pas exigés pour les ressources supplémentaires indiquées sous *Critères cotés* -> *Expérience de l'entreprise* -> *Gestion des capacités* (voir réponse à la question 57).

Questions 68

Référence

Volet 3 – Critères techniques cotés – Expérience d'entreprise – C2

Question 68

L'exigence obligatoire O3 exige deux descriptions de projet, une pour l'évaluation du risque pour la santé humaine et une pour l'évaluation des risques écologiques. La méthode de notation sous *Expérience d'entreprise*, C2 : *Valeur du projet*, C2c, présente les notes basées sur la valeur du projet pour l'évaluation du risque pour la santé humaine (ERSM)/l'évaluation des risques écologiques (ERE), ce qui laisse entendre qu'ils sont pris en considération ensemble. Veuillez préciser si la note de la valeur du projet est évaluée en fonction de la valeur individuelle ou combinée des projets d'ERSM et d'ERE.

Réponse 68

Si un projet comprenait une évaluation des risques pour la santé humaine et une évaluation des risques pour l'environnement, il faut fournir le coût total du projet pour les deux éléments. Si le projet ne comprenait qu'une évaluation des risques pour la santé humaine ou une évaluation des risques pour l'environnement, il ne faut fournir que le coût lié à l'élément achevé. La description du projet doit comprendre tous les travaux d'évaluation des risques achevés dans le cadre du projet (voir réponse à la question 48).

Question 69

Référence

DOC

Question 69

Nous vous demandons de bien vouloir reporter de trois semaines l'échéance du dépôt des soumissions.

Réponse 69

Le Canada a reporté l'échéance du dépôt des soumissions à 14 h, le 16 octobre 2017.

Question 70

Référence

DOC

Question 70

Selon l'appel d'offres et les addendas qui ont suivi, les coentreprises sont acceptables. Exigez-vous une copie de l'accord de coentreprise officiel avec la soumission?

Réponse 70

1. Les offrants qui déposent une offre à titre de coentreprise doivent indiquer clairement qu'ils forment une coentreprise et fournir les renseignements suivants :
 - a. le nom de chaque membre de la coentreprise;
 - b. le numéro d'entreprise-appvisionnement de chaque membre de la coentreprise;
 - c. le nom du représentant de la coentreprise, c'est-à-dire le membre choisi par les autres membres pour les représenter, s'il y a lieu;
 - d. le nom de la coentreprise, s'il y a lieu.
2. Si les renseignements contenus dans l'offre ne sont pas clairs, l'offrant devra fournir les renseignements à la demande du responsable de l'offre à commandes.
3. L'offre et toute offre à commandes subséquente doivent être signées par tous les membres de la coentreprise, à moins qu'un membre ait été nommé pour représenter tous les membres de la coentreprise. Le responsable de l'offre à commandes peut, en tout temps, demander à chaque membre de la coentreprise de confirmer que le représentant a reçu les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant pour les besoins de l'offre et toute offre à commandes subséquente. Si une offre à commandes est attribuée à une coentreprise, tous ses membres seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution de tout contrat résultant d'une offre à commandes subséquente à l'offre à commandes.

Question 71

Référence

Volet 1 – Critères techniques obligatoires – O3

Question 71

Une personne peut-elle être désignée pour plus d'un poste? Par exemple, la personne-ressource pour l'offre à commandes individuelle et régionale peut-elle être aussi le gestionnaire de projet principal?

Réponse 71

Non

Question 72

Référence

Coentreprise

Question 72

Soumissionner en tant que coentreprise suffit-il pour confirmer la coentreprise proposée dans le cadre de la soumission, avec engagement de la mettre en œuvre à l'attribution du contrat?

Réponse 72

Non. Voir la réponse à la question 70.

Question 73

Référence

En-tête de la demande d'offres à commandes (DOC)

Question 73

Le numéro d'appel d'offres et d'autres références figurant dans l'en-tête du document à partir de la page 56 sont-ils incorrects?

Réponse 73

Oui. Par ailleurs, veuillez consulter la modification n° 06.

Question 74

Référence

Volet 3 – Critères techniques obligatoires – O4

Question 74

Nous avons à notre service un spécialiste des sédiments qui, en novembre 2017, comptera 10 ans d'expérience de projet continue, pertinente et pratique. Il a par ailleurs fait deux ans d'études dans le domaine des sédiments pour obtenir un doctorat. Cela suffira-t-il de répondre au critère O4, soit 10 ans d'expérience dans un domaine connexe?

Réponse 74

Il n'est pas tenu compte des années passées aux études pour obtenir un grade dans les années d'expérience dans le domaine concerné.

Question 75

Référence

Volet 3 – Critères techniques cotés – C7 et C8

Question 75

J'ai une question sur l'écart apparent entre la modification n° 004 (réponse 46) et le cadre de référence initial.

Faut-il que le projet représentatif à C8 soumis pour une ressource donnée soit un des deux projets représentatifs soumis pour cette ressource à C7 ou est-ce que le projet à C8 peut différer des projets soumis à C7 pour cette ressource?

Réponse 75

Les projets soumis à C8 (8 projets) doivent être sélectionnés parmi les projets soumis à C7 (16 projets). Un seul projet sera évalué pour chaque catégorie de ressource, pour un total de huit projets.

Question n 76

Référence

Volet 5

Question 76

Pouvez-vous confirmer que ceci est exact : une société autorisée de l'Ontario peut conclure un partenariat avec une société autochtone possédant une vaste expérience du gouvernement fédéral et des Premières Nations dont le siège n'est pas en Ontario et qui, par conséquent, n'est pas agréée par l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario ni par l'Ordre des géoscientifiques professionnels de l'Ontario?

Réponse 76

Voir volet 5. Note à l'intention des offrants : L'offrant doit attester dans sa proposition que son entreprise ou sa coentreprise est autochtone au sens de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones.

Question 77

Référence

Volet 1 –

Question 77

Dans le volet 1, où la demande de propositions renvoie aux évaluations environnementales stratégiques, est-il particulièrement question des évaluations environnementales stratégiques réalisées conformément à la Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes?

Réponse 77

Oui.

Question 78

Référence

Volet 1 – Critères techniques cotés – Expérience des ressources – C5 et C6

Question 78

Dans le volet 1, pour l'évaluation du spécialiste principal des évaluations environnementales, il est entendu, selon le critère coté C5, qu'il faut indiquer pour cette ressource un projet d'évaluation environnementale réalisé en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE) de 2012 et un projet d'évaluation environnementale (EE) stratégique. Selon le critère coté C6, un de ces deux projets doit être indiqué pour démontrer les responsabilités de la ressource. Selon la demande de propositions, pour C6, le nombre maximal de points par personne (60) sera accordé pour le recensement, preuves nettes à l'appui, d'au moins 10 éléments indiqués à la section 2.2 du tableau. Pour le spécialiste principal des évaluations environnementales, il n'y a que 10 éléments, et au moins deux de ceux-ci (EE LCEE 2012 et EE stratégique) ne sont pas habituellement réalisés comme un projet. SPAC envisagera-t-il la possibilité d'utiliser les deux projets pour l'évaluation du spécialiste principal des évaluations environnementales?

Réponse 78

Voir modification 08.

Question 79**Référence**

Volet 3 – Critères techniques cotés – R7 et R8

Question 79

Pour les évaluations des projets C7 et C8, les projets réalisés pour des organisations fédérales sont-ils mieux notés que les projets réalisés pour des clients non fédéraux?

Réponse 79

Non

Question 80**Référence**

Volet 3

Question 80

SPAC acceptera-t-il l'accréditation d'une ressource d'une autre province ou d'un autre territoire si la ressource est en voie d'obtenir une accréditation en Ontario et que, comme la ressource est pleinement accréditée par une autre province ou un autre territoire, la demande d'accréditation est considérée comme étant de nature administrative seulement par l'organisme qui délivre l'accréditation en Ontario? Le Ministère a déjà accepté de telles accréditations dans des Offres à commandes individuelles régionales antérieures du volet 3. Une telle demande est par ailleurs conforme à l'Accord sur le commerce intérieur.

Réponse 80

Le Canada n'acceptera que les accréditations énoncées dans la DOC.

Question 81

Référence

Volet 3 – Critères techniques cotés – R6

Question 81

Le C6 du volet 3 indique que « les accréditations jugées acceptables comprennent... », et une liste est fournie. À notre avis, cela signifie qu'il y a d'autres accréditations pertinentes qui pourraient être jugées acceptables. Notre évaluateur principal est un professionnel qualifié (QP) de l'Ontario en évaluation des risques et est un agronome professionnel (PAg) de l'Ontario. Pourriez-vous confirmer qu'il s'agit d'une accréditation acceptable pour C6.

Réponse 81

Seules les accréditations figurant dans la liste sont jugées acceptables. PAg n'est pas une accréditation jugée acceptable.

Question 82**Référence**

DOC – Volet 3

Question 82

En ce qui concerne l'obligation de détenir une assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement (voir section 7.8.2), nous croyons qu'il devrait plutôt s'agir d'une assurance responsabilité pollution des entrepreneurs, qui couvre la pollution causée ou exacerbée par l'entrepreneur.

Dans cette section, il est par ailleurs question d'une assurance responsabilité professionnelle de l'entrepreneur, mais qui est distincte de l'assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement et de l'assurance responsabilité pollution des entrepreneurs. Elle est parfois appelée « assurance contre les erreurs et omissions », qui porte sur la responsabilité professionnelle dans, par exemple, une conception, une étude ou une évaluation. SPAC peut-il préciser ses exigences réelles en matière d'assurance?

Réponse 82

Le Canada a inclus une « responsabilité professionnelle de l'entrepreneur » de type 4 dans cette assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement. Veuillez consulter la clause G2040C du Manuel des CCUA, à l'adresse suivante :

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/G/G2040C/2>

Question 83**Référence**

Volet 5 – Appendice 5 de l'annexe A

Question 83

SPAC peut-il nous donner une idée de la répartition des travaux prévue pour les marchés réservés aux entreprises autochtones, par traité, conseil tribal ou toute autre référence géographique?

Réponse 83

Pour connaître la répartition des travaux, veuillez consulter la section 7.8 – *Procédures pour commandes subséquentes*, figurant à la partie 7A – *Offre à commandes* et la pièce jointe 1 à la partie 7 – *Attribution des commandes subséquentes et processus de cotation*. La répartition des travaux ne reposera pas sur un traité, un conseil tribal ou une référence géographique.

Question 84

Référence

Volet 3 – Critères techniques obligatoires – O4

Question 84

« En ce qui concerne le critère technique obligatoire O4 du volet 3, nous sommes tenus de fournir des éléments de preuve démontrant que l'évaluateur principal des risques (santé humaine) est une personne qualifiée en évaluation des risques (QPRA) en vertu du règlement 153/04 de l'Ontario en soumettant les parties 8 et 10 d'un formulaire de soumission préliminaire (FSP) sur l'évaluation du risque présenté qui a été accepté par le ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC). La version du FSP demandée a été publiée en 2016-2017. Comme le calendrier d'examen des évaluations des risques du MEACC s'étend habituellement sur des mois/années, il est difficile de se conformer à cette exigence. SPAC accepterait-il plutôt la version précédente (2011) du FSP, qui a été utilisée de 2011 à 2016? Dans l'affirmative, les sections 7 et 9 du FSP 2011 contiennent les renseignements équivalents demandés dans la demande de soumissions actuelle, c'est-à-dire l'équipe d'évaluation des risques (y compris les sous-experts-conseils) et les coordonnées de la personne-ressource (personne qualifiée effectuant l'évaluation des risques). »

Réponse 84

Voir réponse à la question 09 de la modification n° 03 (la remise d'une lettre ou d'un courriel du MEACC confirmant que l'évaluateur principal des risques est en fait un QPRA suffira pour répondre à ce critère obligatoire).

Question 85

Référence

DOC

Question 85

Nous projetons de former une coentreprise avec une autre société pour répondre à la demande d'offres à commandes susmentionnée. L'autre société est en voie d'obtenir une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD). Afin d'avoir assez de temps pour obtenir cette attestation de VOD, nous demandons une prolongation d'au moins trois semaines pour le dépôt des soumissions en réponse à l'appel d'offres.

Réponse 85

Voir modification n° 07.

Question 86

Référence

DOC
<p><u>Question 86</u></p> <p>SPAC envisagerait-il la possibilité de faire de l'attestation de VOD une exigence avant l'attribution d'une commande subséquente à l'offre à commandes nécessitant un accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé?</p>
<p><u>Réponse 86</u></p> <p>Voir modification n° 07.</p>

Question 87

<p><u>Référence</u></p> <p>Volet 3</p>
<p><u>Question 87</u></p> <p>Selon les exigences figurant dans le volet 3 de la demande d'offres à commandes, l'évaluateur principal du risque/le toxicologue en santé humaine doit soumettre deux projets des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des risques pour la santé humaine, <u>conformément au cadre du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF)</u>; - Évaluation des risques pour la santé humaine, selon le cas dans les autres administrations. (N° C7, Critères cotés e) sous <i>Expérience de projet</i>) <p>Comme les évaluations des risques pour la santé du gouvernement fédéral sont habituellement réalisées pour se conformer aux protocoles d'évaluation des risques fédéraux établis par Santé Canada, pourriez-vous préciser le sens d'une évaluation des risques pour la santé humaine <u>conformément au cadre du PASCF</u>?</p>
<p><u>Réponse 87</u></p> <p>Le cadre décisionnel du PASCF d'avril 2016 renvoie à des conseils du programme du PASCF, du Conseil canadien des ministres de l'Environnement, de Santé Canada et d'Environnement et Changement climatique Canada sur la réalisation d'évaluations des risques (pour la santé écologique et la santé humaine). Il faut renvoyer à tous les conseils appropriés (conformément au cadre du PASCF) dans la réalisation des évaluations des risques pour la santé humaine.</p>

Question 88

<p><u>Référence</u></p> <p>Tous les volets – Critères techniques cotés – Expérience des ressources – Expérience de projet</p>
<p><u>Question 88</u></p> <p>Dans le C7 du volet 3, faut-il que les 16 projets fournis aient été réalisés dans une certaine période pour montrer les capacités de la ressource? Il est entendu que les projets à O3 doivent avoir été réalisés dans les 10 dernières années. Cependant, comme cela n'est pas indiqué pour les projets à C7, nous présumons qu'il n'y a pas de limite de temps. Pourriez-vous confirmer ce fait?</p>
<p><u>Réponse 88</u></p>

Pour tous les volets, tous les projets soumis relativement au critère *Expérience de projet* doivent avoir été réalisés dans les 10 dernières années.

Question 89

Référence

Volet 1 – Critères techniques cotés

Question 89

Dans le volet 1, pour l'évaluation du spécialiste principal des évaluations environnementales, le critère coté C5 exige qu'un projet d'évaluation environnementale en vertu de la LCEE 2012 soit énoncé pour la ressource en question. SPAC acceptera-t-il comme projet similaire une évaluation des effets environnementaux d'un projet réalisé en territoire fédéral aux termes des articles 66 et 67 de la LCEE 2012 ou, pour obtenir le nombre maximal de points, faut-il que le projet similaire soit une évaluation environnementale d'un projet désigné défini au paragraphe 2(1) de la *Loi*?

Réponse 89

Nous accepterons les évaluations environnementales réalisées aux termes des articles 66 et 67 de la LCEE 2012.

Question 90

Référence

DOC

Question 90

Selon la définition de la coentreprise et les réponses données aux questions 60 et 61 contenues de l'addenda numéro 5, SPAC peut-il confirmer que nous pouvons présenter une soumission en coentreprise avec une société qui ne possède pas actuellement une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD), pourvu que :

- la coentreprise indique clairement que notre société a été désignée pour agir au nom des autres membres de la coentreprise;
- notre société possède actuellement une attestation de VOD;
- la société avec laquelle nous formons la coentreprise s'engage à obtenir une attestation de VOD et la possède à l'attribution du contrat.

Réponse 90

Voir modification n° 07. Toutes les parties associées à la coentreprise doivent obtenir une attestation de VOD avant l'attribution d'une commande subséquente à une offre à commandes.

Question 91

Référence

DOC

Question 91

Y a-t-il des exigences en matière d'études ou des accréditations ou affiliations qui permettraient de déterminer si un membre du personnel peut être considéré comme un professionnel ou un technologiste?

Réponse 91

L'annexe A, *Énoncé des travaux*, décrit les rôles et les responsabilités pour les diverses catégories de ressources.

Question 92**Référence**

DOC

Question 92

Pourriez-vous confirmer l'adresse où envoyer la proposition? Est-ce le 4900, rue Yonge, ou le 33, chemin City Centre?

Réponse 92

Veuillez retourner les soumissions à : TPSGC, 33, chemin City Centre, bureau 480C, Mississauga (Ontario) L5B 2N5

Question 93**Référence**

DOC

Question 93

En ce qui concerne la demande de propositions susmentionnée, la qualité/quantité doit-elle concerner l'eau potable ou est-ce qu'un projet de traitement des eaux usées ferait-il aussi l'affaire?

Réponse 93

Voir annexe A, *Énoncé des travaux*, pour connaître les exigences.